

LA CONTRIBUTION DE LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE BELGO-BURKINABÈ AU DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX AXES DE FORMATION ET DE RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ DE OUAGADOUGOU DE 1997 À 2012

*The contribution of Belgian-Burkinabe university cooperation to the development of
new training and research areas at the University of Ouagadougou from 1997 to 2012*

BOUKARY SONDO

Université Joseph KI-ZERBO (BF)/Laboratoire SYPERC

E-mail : bsondo8@gmail.com

RÉSUMÉ

La coopération est une pratique commune aux institutions d'enseignement supérieur quel que soit leur niveau de développement, et fait partie de leur mission. Elle contribue à renforcer les capacités institutionnelles, à promouvoir le partage des ressources, et à réduire les écarts entre nations dans les domaines de la science et de la technologie ainsi qu'à améliorer la compréhension entre les personnes et les peuples. C'est ainsi que dès les premières années de sa création en 1974, l'Université de Ouagadougou, actuelle Université Joseph KI-ZERBO, et les universités francophones de Belgique ont développé *de nombreux partenariats*. A partir de 1997, cette coopération universitaire va s'intensifier et s'inscrire dans la durée avec une nouvelle structuration de la coopération scientifique belge autour de programmes quinquennaux continus. Ainsi l'Université a bénéficié des trois premiers desdits programmes jusqu'en 2012 durant lesquels de nombreuses réalisations ont été faites. L'objectif de cette réflexion est de montrer l'impact de la coopération universitaire institutionnelle entre les universités francophones belges et l'Université de Ouagadougou dans le développement de nouveaux axes de formation et de recherche. Pour réaliser notre travail nous avons consulté divers documents dont les rapports des programmes d'activités, des archives, etc. ainsi que des sources internet. Nous nous sommes également intéressé aux témoins matériels de cette coopération. Il ressort de cette étude que de nombreux domaines de formations et spécialisations ont été développés à travers ce partenariat durant les trois programmes quinquennaux et cela a participé au développement institutionnel de l'Université.

Mots-clés : Coopération, université, formation, recherche, développement.

ABSTRACT

Co-operation is a common practice among higher education institutions at all levels of development and is part of their mission. It helps to build institutional capacity, promote the sharing of resources, and reduce gaps between nations in the fields of science and technology and improve understanding between individuals and peoples. Since its creation in 1974, the University of Ouagadougou, now Joseph KI-ZERBO University, and Belgium's French-speaking universities have

developed a number of partnerships. Since 1997, this university cooperation has intensified and become more long-term with a new structuring of the Belgian university cooperation around continuous five-year programmes. Thus, the University benefited from the first three of these programmes until 2012, during which period many achievements were made. The objective of this study is to show the impact of institutional university cooperation between the French-speaking Belgian universities and the University of Ouagadougou in the development of new training and research axes. In order to carry out our work we consulted various documents, including reports of activity programmes, archives, etc. as well as internet sources. We were also interested in the material evidence of this cooperation. The study shows that many new courses and specialisations have been developed through this partnership during the three five-year programmes and that this has contributed and continues to contribute to the institutional development of the university.

Keywords: Cooperation, university, training, research, development.

Introduction

La coopération est une pratique commune aux institutions d'enseignement supérieur quel que soit leur niveau de développement, et fait partie de leur mission. La coopération, selon l'UNESCO, « devrait être conçue comme faisant partie intégrante des missions institutionnelles des établissements et systèmes d'enseignement supérieur » (UNESCO, 1998, p. 16). Elle contribue à renforcer les capacités institutionnelles, à promouvoir le partage des ressources, et à réduire les écarts entre nations et entre les régions dans les domaines de la science et de la technologie ainsi qu'à améliorer la compréhension entre les personnes et les peuples afin de promouvoir le développement et la culture de la paix (Sondo, 2021, p. 3). Aussi la coopération universitaire est indispensable dans un environnement où l'économie est de plus en plus basée sur la connaissance par la formation universitaire. C'est dans ce sens que les institutions d'enseignement supérieur du Burkina Faso et de la Belgique ont noué un partenariat depuis la fin des années 1970 pour conjuguer leurs efforts dans l'atteinte d'objectifs communs axés notamment sur le développement institutionnel. Ce partenariat au Burkina Faso s'est établi surtout à travers la première université du pays qu'est l'Université de Ouagadougou (UO), actuellement Université Joseph KI-ZERBO (UJKZ). En Belgique, il se fait à travers l'ensemble des universités francophones du pays. Pour le Burkina Faso, pays à faible revenu d'Afrique occidentale, cette coopération se présente comme une source complémentaire de financement, d'acquisition d'expertise de haut niveau, de reconnaissance de ses formations et diplômes, etc. Pour la Belgique, pays d'Europe occidentale à revenu élevé, elle peut être comprise comme un devoir d'assistance aux pays en développement, une source d'une plus grande visibilité, un instrument de reconnaissance et d'amélioration de son image.

L'Université de Ouagadougou créée en 1974 est la première université du Burkina Faso. Cependant l'enseignement supérieur existait dans le pays depuis 1965, date de la création de l'Institut Supérieur de Formation Pédagogique (Somé, 2009, p. 9). L'Université de Ouagadougou est née sur la base du regroupement de plusieurs structures d'enseignement supérieur. En 2015, cette Université a été renommée

Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, puis Université Joseph KI-ZERBO en 2019. Nous avons décidé de conserver l'ancienne appellation Université de Ouagadougou dans le présent article, car le changement de nom est intervenu après la période concernée par notre travail et cette coopération englobait les deux universités publiques de Ouagadougou qui formait une seule, l'Université de Ouagadougou⁴¹. Les universités francophones de Belgique sont réunies au sein d'une fédération appelée Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES), auparavant Conseil Interuniversitaire francophone (CIUF), qui mène des actions de coopération à travers son organe qu'est la Commission de Coopération au Développement (CCD) qui a remplacé elle aussi la Commission universitaire pour le Développement (CUD)⁴². Les programmes de coopération universitaire qui sont principalement des programmes quinquennaux se font à travers cette fédération.

Les relations de coopération entre l'Université de Ouagadougou et les universités belges remontent, comme nous l'avons souligné, à la fin des années 1970. Une convention avait été signée entre l'université de Ouagadougou et l'université de Bruxelles en 1979, notamment dans le domaine pharmaceutique (B. Sondo, 2021, p. 51). Les premiers accords furent des initiatives individuelles accompagnées plus tard par l'État belge à travers l'Administration générale de Coopération au Développement (AGCD). C'est à partir de 1997, à la suite d'une réforme qui confiait aux universités, réunies au sein du CIUF, la coopération universitaire que cette coopération se renforce et prend une nouvelle dimension avec les programmes institutionnels quinquennaux. Ces programmes appelés « Appui institutionnel » basés sur les priorités du partenaire du Sud ont permis la mise en œuvre de nombreux projets à l'université de Ouagadougou afin de faciliter la réalisation de sa triple mission d'enseignement, de recherche et de service à la société. Ils ont permis notamment de mettre en place de nouveaux axes de formation et de recherche, sujet de notre présente étude.

Notre choix s'est porté sur cette coopération et particulièrement sur le volet de la mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche, car plus globalement notre champ d'étude porte sur cette même coopération. Cependant l'aspect spécifique que nous abordons ici, à savoir les nouveaux axes de formation et de recherche, n'a

⁴¹ En effet les deux universités aujourd'hui Université Joseph KI-ZERBO et Université Thomas SANKARA formaient une seule université appelée Université de Ouagadougou. C'est en 2007 qu'elle a été scindée. L'université Thomas SANKARA (ancienne Université Ouaga II) a été créée sur la base de deux filières de formations que sont l'UFR/Sciences Politiques et Juridiques et l'UFR/Sciences Économiques et de Gestion. Les différents programmes de coopération concernaient alors les deux universités jusqu'à la fin du troisième plan en 2012.

⁴² L'ARES a remplacé le CIUF en novembre 2013 à la suite de la réforme intervenue dans le milieu de l'enseignement supérieur belge. Le CIUF ne regroupait que les universités francophones de Belgique, à la différence de l'ARES qui regroupe toutes les institutions d'enseignement supérieur de la Belgique (universités, grandes écoles, écoles des arts, etc.). La CCD et la CUD étant leur organe respectif de coopération.

été abordé que partiellement dans notre mémoire de master (2021). D'autres études existent également sur la coopération universitaire belge (F. Moens, 2006 ; Zett, 2017 ; Zett et Kaboré, 2018 ; Kiendrébéogo, 2019) et plus généralement sur la coopération belge au Burkina Faso (Ouédraogo, 1995 ; Kiendrébéogo, 2016). Ces études, au cas où elles évoquent le volet qui fait l'objet de notre étude, restent très parcellaires.

L'intérêt de notre présente étude est de faire plus de lumière sur cet aspect spécifique de cette coopération universitaire qui représente un volet essentiel des programmes mis en œuvre par la coopération universitaire belge à travers l'ARES-CCD à l'Université de Ouagadougou. Comment la coopération universitaire belgo-burkinabè a-t-elle contribué à la mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche à l'Université de Ouagadougou ? Quel impact ces formations et axes de recherche ont-ils eu sur l'Université de Ouagadougou ?

L'objectif de cette réflexion est de montrer la contribution de la coopération universitaire belgo-burkinabè dans la mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche à l'université de Ouagadougou ainsi que son impact sur l'institution. Pour ce faire, notre démarche s'appuiera principalement sur les rapports d'activités des programmes d'appui institutionnel, les archives de la direction locale de l'ARES-CCD au sein de l'Université partenaire et la littérature existante sur cette coopération. Nous nous sommes rendu également sur les sites de certaines réalisations.

Notre travail s'articulera autour de trois grands axes. D'abord nous ferons l'historique de la coopération universitaire belgo-burkinabè. Ensuite nous présenterons les résultats des projets concernant la mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche à l'Université de Ouagadougou. Enfin nous analyserons l'impact de la mise en place de ces formations et spécialisations sur l'Université de Ouagadougou.

1. L'historique de la coopération universitaire belgo-burkinabè

1.1. La genèse de la coopération universitaire belgo-burkinabè

Plusieurs facteurs ont permis le rapprochement diplomatique entre la Belgique et le Burkina Faso. Ces facteurs sont globalement liés à la conjoncture internationale, aux statuts de pays développé de la Belgique et de pays à faible développement du Burkina Faso (Sondo, 2021, p. 32). Cette coopération s'inscrit dans le contexte général de l'aide publique au développement développée surtout après la Seconde Guerre mondiale par les institutions internationales comme l'Organisation des Nations unies et ses démembrements. Ainsi des engagements internationaux obligeaient les pays développés à assister les pays pauvres dans leur processus de développement⁴³. La

⁴³Confer article 1.3 de la charte des Nations Unies. Egalement le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels signé sous l'égide de l'ONU est entré en vigueur le 3 janvier 1976. Son article 2.1 engage les Etats signataires à la coopération internationale. Il y a aussi la résolution

Belgique devait donc apporter son concours pour accompagner les anciennes colonies pour favoriser leur développement économique et social. Parmi les volets de cet accompagnement, nous avons la coopération universitaire que la Belgique développe très tôt avec ses ex-colonies, notamment, celle du Congo. C'est par la suite qu'elle va étendre cette coopération à d'autres institutions universitaires qui ne relevait pas de ses anciennes colonies (Kiendrébéogo, 2019, p. 5). Si des ONG belges étaient déjà dans le pays, c'est à partir des années 1970 que la Belgique apporte son assistance au Burkina Faso (alors Haute-Volta) à la suite des grandes sécheresses ; cela favorise un rapprochement diplomatique entre les deux pays⁴⁴. A cette période, la Haute Volta, jeune Etat indépendant, et la Belgique étaient en quête de diversification de leurs partenaires. Depuis cette intervention ponctuelle, la Belgique va intensifier ses actions d'aide au développement au Burkina Faso jusqu'à la signature d'une convention générale de coopération en 1997 et l'installation d'une ambassade au Burkina Faso en 1998 (Kiendrébéogo, 2016, p. 95).

Cependant la coopération universitaire, au regard de sa spécificité, se tenait presque en marge de cette coopération générale. C'est dans le sillage des interventions ponctuelles de la Belgique que prend forme la coopération universitaire entre les institutions universitaires francophones du pays et l'Université de Ouagadougou. Les premiers accords remontent à 1978 et 1979. Le premier avec la faculté de droit de Namur, et le second avec l'Université Libre de Bruxelles dans le domaine pharmaceutique. Ils ont permis d'appuyer l'Université à la mise en place de la faculté de droit et plus tard de celle de pharmacie en 1990-1991 (Kiendrébéogo, 2019, p. 234 ; Sondo, 2021, pp. 51-52). À partir de 1997-1998 ces actions de coopération seront plus constantes et plus soutenues grâce à la mise en place de la coopération universitaire institutionnelle par la Belgique à travers le CIUF-CUD, aujourd'hui ARES-CCD. L'Université de Ouagadougou bénéficiait alors du premier plan quinquennal tout comme une dizaine d'autres universités en Afrique et en Asie principalement. Après ce plan, l'Université a bénéficié de deux autres plans quinquennaux qui ont permis la réalisation de nombreux autres projet, avant que leur mise en œuvre rencontre un certain nombre de difficultés qui ont quelque peu changé la nature de cette coopération. Ces programmes ont été alors substitués par d'autres types de programmes, triennaux cette fois, qui n'étaient plus directement axés sur la formation d'étudiants.

41/128 de l'Assemblée générale de l'ONU du 4 décembre 1986 sur la déclaration sur le droit au développement qui encourage à la coopération internationale pour faciliter le développement des pays en développement.

⁴⁴ Ambassade du Royaume de Belgique au Burkina Faso, juin 2019, « mot de l'ambassadeur », in la coopération belge au Burkina Faso, p.1

1.2. La mise en place de la coopération universitaire institutionnelle à l'université de Ouagadougou

C'est en 1995 qu'est intervenue la réforme de la coopération universitaire belge qui confiait au CIUF la responsabilité de la mise en œuvre de cette coopération financée par la DGCD. Ainsi dès 1996, le CIUF procède à l'identification des institutions partenaires dans des pays du Sud en se basant sur un certain nombre de critères prioritaires tels que l'existence de partenariats universitaires positifs dans le pays, l'appartenance à la francophonie, la stabilité politique, etc. (Sondo, 2021, p. 52). Des missions d'identification et d'instruction belges ont été alors envoyées dans différents pays dont le Burkina Faso (CIUF-CUD, 2019 adaptation II, p.9). L'Université de Ouagadougou est ainsi sélectionnée pour le programme « appui institutionnel » après satisfaction des critères de base et de nombreux autres critères comme la volonté de jouer un rôle économique et social dans son pays et au-delà, la volonté d'ouverture vers une coopération entre des structures universitaires sous-régionales, la garantie d'une gouvernance institutionnelle autonome, la capacité de l'institution à bien mener ses missions, le rayonnement de l'institution dans son environnement, la garantie de la qualité d'un corps enseignant et scientifique existant, l'existence d'efforts visibles en terme d'équipements, d'infrastructures et d'appui logistique... (Sondo, 2021, p. 52). Après la sélection, deux groupes de pilotage dont un en Belgique et un à l'Université de Ouagadougou ont été mis sur pied pour préparer le contenu des activités du programme qui sera acté par la signature d'une convention en 1997 pour une période de cinq (05) ans (Sondo, 2021, p. 53). Cette convention fixe les principes, les modalités académiques, scientifiques, administratives, techniques et financières de la coopération (CIUF-CUD, 2019 adaptation II, p. 6). C'est réellement à partir 1998 que les projets du programme connaissent leur pleine exécution. Après ce plan, l'Université a bénéficié de deux autres plans quinquennaux de 2004 à 2007⁴⁵ et de 2008 à 2012, avant que son projet de quatrième plan soit rejeté pour non conformité au plan global belge de coopération universitaire. Cependant l'Université a bénéficié de deux autres triennaux de moindre envergure axés essentiellement sur la performance de la recherche. Notre étude se limite aux trois plans quinquennaux, car ils regroupent l'essentiel des projets qui ont contribué à mettre en place de nouvelles formations et spécialisations.

1.3. Les types de projets mis en œuvre à l'Université de Ouagadougou

Comme nous l'avons souligné plus haut, ce sont trois programmes quinquennaux qui ont été mis en place et exécutés entre 1998 et 2012 à l'Université de Ouagadougou dans le cadre de la coopération universitaire institutionnelle avec le CIUF-CUD. Les activités de chaque programme sont très variées et englobent la

⁴⁵ Le deuxième plan a été en réalité un plan quadriennal, car à la fin du premier plan en 2002, l'Université n'a pas pu bénéficier immédiatement du second à cause d'un certain nombre de difficultés. Et c'est finalement en 2004 qu'elle a intégré le programme quinquennal pour quatre (04) ans.

quasi-totalité du champ d'intervention de l'Université. Au premier programme (PI) une vingtaine d'activités et de sous-activités ont été mises en œuvre, au PII ce fut 12 activités et 14 activités au PIII. Parmi ces activités, nous notons entre autres :

-Les activités de formation qui concernent les étudiants, les professeurs, les membres de l'administration, les bibliothécaires, les techniciens, le personnel de soutien, etc. Ces formations ont été massivement soutenues par des missions d'enseignement et d'expertise d'enseignants belges surtout.

-Les bourses d'études et de recherche : ce sont des bourses octroyées principalement aux étudiants, puis aux enseignants-chercheurs, à certains membres de l'administration universitaire pour des stages de perfectionnement à l'extérieur, notamment en Belgique. Les bourses pour étudiants sont principalement des bourses de 2^e et 3^e cycles universitaires, mais il y a aussi des bourses de sorties sur le terrain de 3 mois comme dans le cas de la licence en Développement et Education des Adultes (DEDA), une formation mise en place grâce à cette même coopération. Ces bourses couvrent la période de la réalisation du mémoire ou de la thèse avec quelques bourses de finalisation de travaux. Celles complètes de 2^e et 3^e cycles vont de 1 an à 5 ans voire plus. Ce sont des bourses locales qui incluent dans certains cas au moins 3 mois d'études et stages en Belgique et les formations sont faites sur la base de la cotutelle ou de la codirection. Certaines thèses ou spécialisations ont été réalisées dans des universités de la sous-région quand la spécialisation n'était pas encore au niveau local ; ce fut l'exemple de la spécialisation (DES) en Histologie-Embryologie-Cytogénétique en 4 ans (entre 2009 et 2013) à l'Université de Cotonou d'Alfred OUEDRAOGO puis son inscription en thèse de doctorat en histologie dans la même université (ARES-CCD, juillet 2014, vol 1, p. 145). Les bourses pour enseignants sont également variées et vont du stage de perfectionnement à la réalisation d'une thèse complémentaire -thèse d'Etat ou thèse unique selon les cas.

-La mise en place et l'équipement de laboratoires : en mathématique, physique, chimie, en sciences de vie et de la terre, en pharmacie et en médecine, une quinzaine de laboratoires de recherche ont été mis sur pied et équipés par la coopération belge à travers le CIUF-CUD durant les trois programmes quinquennaux.

-La mise en place et l'équipement de bibliothèques : à ce titre, la bibliothèque centrale de l'Université ainsi que toutes les bibliothèques des Unités de Formation et de Recherche (UFR) et la plupart de celles des départements ont connu des travaux d'aménagements et ont été équipées de divers matériels, d'ouvrages, de logiciels informatiques, etc. Durant le PII et le PIII, une somme d'environ 55.000.000 FCFA a été allouée à ce volet (Sondo, 2021, p. 98).

-L'accompagnement à la production et à la publication d'articles et d'ouvrages ;

-L'amélioration de la gouvernance et de la communication universitaire ;

-L'amélioration de la visibilité de la formation et de la recherche avec la mise en place de formations tournées vers l'extérieur, la publication d'articles dans des revues internationales, la mise en place de nombreux réseaux scientifiques, l'organisation d'activités scientifiques avec la participation de scientifiques venues de toutes la sous-région, d'Europe, d'Amérique, d'Asie (Sondo, 2021, pp. 86-89).

-Le renforcement de la coopération sud-sud, notamment sous-régionale ;

-Le renforcement des infrastructures informatiques à travers l'installation de fibres optiques, la restructuration de la Direction des Ressources informatiques, la dotation en ordinateurs et en logiciels, etc.

-La formation d'équipes de recherche multidisciplinaire, notamment avec la mise en place et l'équipement de laboratoire pluridisciplinaire en sciences humaines (Labo Pluri), la formation DEDA, le financement de thèses autour de thèmes qui ont mobilisé un encadrement pluridisciplinaire.

-La mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche qui est l'objet de la présente réflexion.

2. La mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche à travers la coopération CIUF-UO

Nous entendons ici par nouveaux axes de formation, les nouveaux types de formation dont la mise en place a été appuyée par le CIUF-CUD, et par axes de recherche, les nouvelles spécialisations basées sur la production de documents scientifiques, même si les deux aspects s'entremêlent sur bien de points. Ce volet a été un élément important des trois plans quinquennaux et a connu des interventions variées sur lesquelles nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité.

2.1. Les nouveaux axes de formation

De nombreuses formations ont vu le jour à l'Université de Ouagadougou grâce à la coopération avec le CIUF-CUD. Au titre de ces formations nous avons :

-Le projet « Développement et éducation des adultes (DEDA) » qui a été initié en 1999 en Sciences Humaines (SH) en collaboration avec l'École Normale Supérieure (ENS). Elle a eu pour « *objectif d'ouvrir une nouvelle filière à l'UO destinée à des professionnels de terrain provenant de différents secteurs et de divers pays d'Afrique de l'Ouest* » (CIUF-CUD, *CUI-Rapport annuel 2001*, p. 5). A cet effet, un séminaire-atelier sur l'éducation des adultes et le développement a été animé en 1999, des missions d'enseignements et de formation ont été organisées à Ouagadougou, une mission en Belgique a été financée pour le responsable local, une bibliothèque et un centre des ressources documentaires ont été mis en place et équipés, un premier groupe d'une trentaine d'étudiants de différentes nationalités a été recruté en 2001. Un séminaire destiné aux futurs enseignants du programme et aux responsables des groupes

d'appui sur la pédagogie a également été organisé et la cellule administrative, logistique et pédagogique a été consolidée par la mise en place de différentes procédures de travail. La première promotion de Licence est sortie en juillet 2003 avec 33 étudiants (tous soutenus par des bourses de quelques mois) ; le projet a été retenu comme une filière de formation au département de Sociologie (CIUF-CUD, avril 2005, p. 54). À partir de 2006, le projet a été éligible pour un Projet d'Initiative Ciblée (PIC), toujours belge, pour une durée de 3 ans qui a permis de le renforcer considérablement. D'autres partenaires, notamment la coopération suisse, ont été mobilisés pour la pérennisation du projet, qui aujourd'hui forme jusqu'au doctorat, et le recrutement est destiné à un public national et international.

-A l'UFR-SEG (Unité de Formation et de Recherche-Sciences Économiques et de Gestion), les programmes ont permis la mise en place d'un observatoire de l'économie sociale qui a abouti à la création du centre « Formation, Information et Recherche-Développement en Economie sociale (FIRDES) ». La microfinance a été intégrée à l'enseignement en économie sociale en 4^{ème} année, ainsi que la maîtrise en économie et gestion des entreprises d'économie sociale (MEGESS) en 2006 (CIUF-CUD, mars 2007, p. 66 ; Zett et Kaboré, 2018, p. 48). Selon Zett et Kaboré (2018), cette formation est une « première pour le Burkina Faso et reste à ce jour, plus de dix ans après sa création, unique en son genre dans le pays et sa région » (p. 52). Cette formation s'adresse à un public varié : étudiants, dirigeants et promoteurs de coopératives, les institutions de microfinance, les ONG, etc.

-L'Appui à la formation en entrepreneuriat : un programme de formation en entrepreneuriat a été mis en place dans le cadre du PIII, et la formation assurée par des enseignants burkinabè, de la sous-région et de la Belgique. La première promotion a débuté avec 17 étudiants en 2009 parmi lesquels 12 avaient soumis un projet de création d'entreprise à la fin de la formation et ont reçu des attestations ; les trois meilleurs projets ont été primés en mars 2010 à l'occasion de la journée organisée à cet effet (CIUF-CUD, novembre 2011, pp. 138-139). Certains étudiants ont pu lancer des projets grâce au soutien du projet et des partenaires. Sur la durée du quinquennat, 66 étudiants de différentes UFR ont été certifiés. Le projet a apporté son appui à la mise en place d'un incubateur (ARES-CCD, juillet 2014, p. 162) ; les étudiants formés ont également bénéficié d'un accompagnement afin de leur permettre de créer des entreprises. Le projet de formation en entrepreneuriat a été approprié par l'Université à la fin du programme.

-La formation à la pédagogie : elle avait été initiée depuis la deuxième année de la coopération (1999), à l'université en collaboration avec l'ENS (Ecole normale supérieure) à Koudougou, sans être centrée sur les enseignants-chercheurs. Aussi, l'équipe locale de gestion de l'activité a participé à des stages de formation en Belgique à partir de 2000 (CIUF-CUD, SD, *CUI- rapport annuel 2000*, p. 3). En 2001, un séminaire de formation sur la pédagogie a été organisé au profit des futurs enseignants du programme et des responsables des groupes d'appui (CIUF-CUD, SD,

CUI-rapport annuel 2001, p.5). Au cours du PII, l'activité a été pérennisée avec son appropriation par l'Université, étant devenue une filière en sociologie (CIUF-CUD, avril 2005, p. 54). Au PIII, l'activité UO07, a concerné le soutien à la formation continue des professeurs et à l'élaboration des notes de cours. Le projet a permis des missions d'enseignements à l'Université, la formation de neuf (09) enseignants de différentes spécialités «aux tâches de conception et de mise en œuvre d'un dispositif de formation continuée à l'Université de Ouagadougou » ; ces enseignants ont participé à des ateliers de formations à Ouahigouya (2009), à Ouagadougou (2011 et 2012), et effectué chacun au moins un stage de recyclage à l'université de Liège (Belgique) entre 2010 et 2012 (ARES -CCD, juillet 2014, p. 160). Ces formateurs, avec l'appui de formateurs belges, ont participé à la formation de 43 enseignants chercheurs à l'université de Ouagadougou en didactique, dont 22 en sciences et technologies et 21 en sciences humaines, en 2011 et 2012 (CIUF-CUD, octobre 2013, pp. 149-150 ; Guel, entretien du 6 septembre 2023, Ouagadougou). En plus des axes de formation, le CIUF a accompagné l'UO dans la mise en place de nouvelles spécialisations.

2.2. Les nouveaux axes de recherche

Ce volet de la coopération belge a permis de mettre en place des spécialisations et des axes de recherche ainsi que l'appui à l'ouverture des 2^e et 3^e cycles. Toutes les filières de l'UO en ont bénéficié. Après la scission qui a vu les UFR/SEG et SJP se séparer de l'Université pour former l'Université Ouaga II, en 2007, les activités ont continué normalement dans ces deux UFR. Ce sont entre autres :

-L'Institut de Développement Rural (IDR) qui a bénéficié d'un appui au Centre d'études en santé et productions animales avec un enseignement de 3^e cycle en santé et productions animales, qui a abouti à la création d'un doctorat en développement rural, spécialité « amélioration des productions animales soudano-sahéliennes ». Le projet a également permis le démarrage du DEA en Gestion Intégrée des Ressources Naturelles, option Production animale en 2000 (CIUF-CUD, SD, CUI : programme annuel 2000, p. 48).

-Au niveau des UFR-SEA et SVT, les deux premiers programmes ont participé à la mise en place du 3^e cycle en mathématiques, en physique, en chimie. Dans le cadre du PIII, trois (03) pôles de recherche appliquée compétitifs et rassembleurs ont été initiés « Physique et chimie » « chimie et géologie » et « géologie et mathématiques » (CIUF-CUD, septembre 2012, p. 147). En physique par exemple, cela a permis de développer des axes de recherche en énergie solaire par la construction de distillateurs, de séchoirs pour légumes et fruits et d'une cuisinière solaires, et de participer à la mise en place du DUT, du DEA, du Master en technologie solaire (CIUF-CUD, novembre 2011, pp. 140-141). Une thèse de doctorat a été soutenue sur les transferts de masse et de chaleur au sein d'un venturi, 1 DEA et 4 DUT ont été défendus ainsi que 5 Masters, dont 2 à l'Université Libre de Bruxelles (CIUF-CUD, octobre 2013, p. 147).

-A l'UFR-Sciences de la Santé (SDS), on a la mise en place d'un module de formation en nutrition pédiatrique et santé publique à partir de 1999, devenue santé publique, nutrition et maladies émergentes en 2008, du DEA en sciences pharmaceutiques et de la thèse unique, du DESS en pharmacologie clinique (option pharmacothérapeutique) et en toxicologie appliquée (option Santé et Sécurité au travail) en 2002-2003, etc. (CIUF-CUD, novembre 2011, p. 130 ; Avril 2005, p. 54)

-En Sciences humaines, en plus de l'appui à l'ouverture des 2^e et 3^e cycles, un projet de recherche pluridisciplinaire a été initié. Ce projet, appelé « PLURI » avait pour but la constitution d'équipes de recherche scientifique belgo-burkinabè (sociologues, géographes, démographes, anthropologues, historiens, économistes, juristes, philosophes, agronomes, médecins, etc.), et l'initiation à la recherche commune. Les activités ont démarré en avril 1998 autour de trois thèmes principaux dont « le spatial et le foncier, le changement social et les reconstructions identitaires, la dynamique reproductive et la santé de la reproduction » (CIUF-CUD, SD, *Exécution-CUI 1998*, pp. 3-5). Il a associé les UFR-SDS, SEG, SJP. Des centaines d'étudiants ont été encadrés, notamment pour la réalisation de leur mémoire, ainsi que des enseignants de l'Université à la recherche pluridisciplinaire et l'encadrement des étudiants. Le laboratoire et la bibliothèque ont été progressivement équipés (Zongo, entretien du 6 septembre 2023, Ouagadougou). Le projet a permis la réalisation de nombreux mémoires (en Sociologie surtout) et articles (CIUF-CUD, mars 2007, pp. 63-64). Egalement dans le cadre du PIII, cinq (05) axes de recherche et de spécialisation ont été initiés en « religion et pouvoir », « genre et société » et « mouvements de Population », ainsi qu'en « bonne gouvernance » et « intégration régionale » associant les UFR-SJP (Sciences Juridiques et Politiques) et SEG en 2008 ; les trois premiers axes ont été mis en œuvre en sociologie (Zongo, entretien du 6 septembre 2023, Ouagadougou), tandis que les deux derniers l'ont été en SJP et SEG. Quatre (04) bourses de thèses ont été financées dont deux thèses en SH, une en SJP et une en SEG (CIUF-CUD, août 2010, pp. 97-98).

-A l'UFR-LAC (Lettres, Art et Communication), les programmes ont concerné surtout le département de journalisme et communication. Ils ont permis la mise en place du CERAM (Centre d'Expertise et de Recherche Africain sur les Média et la Communication). Ils avaient pour objectifs d'appuyer les deuxième et troisième cycles, tout en soutenant la professionnalisation des études et la formation doctorale afin d'assurer la relève académique (Sondo, 2021, p. 70). Leur exécution a permis la réalisation de nombreux mémoires de maîtrise (dont 7 en 2004, soutenus par des bourses) et de DEA (une dizaine en 2007) qui ont été encadrés et soutenus durant les deux premiers programmes. De nombreuses missions d'enseignement ont été effectuées à l'université et certains enseignants du département ont bénéficié de bourses pour des stages de perfectionnement en Belgique. Des thèses ont été défendues, et des docteurs formés par le projet ont été recrutés en tant qu'enseignants au sein du département. En septembre 2006, le CERAM a été transformé (par les autorités burkinabè) en Institut Panafricain d'Etude et de Recherche sur les Média,

l'Information et la Communication (IPERMIC) tout en conservant le CERAM comme laboratoire de l'institut (CIUF-CUD, mars 2007, p. 70)

-En SJP, les programmes ont appuyé la mise en place du DESS en droit de l'entreprise et droit économique international, du DEA en Droit public et Sciences politiques(CIUF-CUD, SD, *CUI-rapport 2004*, p. 9), du cours de TIC et droit en 2006, puis de la thèse dans le cadre du PII (CIUF-CUD, mars 2007, pp. 64-65).

-A l'UFR-SEG, le programme d' « observatoire de l'économie sociale » intitulé par la suite « Formation, Information et Recherche-Développement en Economie sociale (FIRDES) » a permis la création du Laboratoire d'Economie publique, sociale et solidaire (LEPSS), la mise en place du DEA, du DESS, et de la thèse (CIUF-CUD, mars 2007, pp. 65-66). Le projet a permis de constituer des données sur 660 unités d'économie sociale au Burkina Faso dès le PI, de faire une analyse descriptive du profil des organisations d'économie sociale à partir de 2003 (CIUF-CUD, avril 2005, p. 57).

D'autres programmes comme le « DEDA », la formation en pédagogie, le CERAM ont permis de développer des recherches, notamment sur la thématique de l'éducation, du journalisme et de la communication. Ces différentes formations et spécialisations ont contribué au développement institutionnel de l'Université de Ouagadougou et lui ont apporté plus de visibilité sur les plans national et international.

3. L'impact institutionnel des nouveaux axes de formation et de recherche à l'université de Ouagadougou

La coopération universitaire institutionnelle entre les universités belges et l'université de Ouagadougou, et en particulier la mise en place de nouvelles formations et spécialisations, a eu de nombreux impacts sur les offres de formation, la recherche ainsi que sur la visibilité de l'Université. Cependant faire le bilan de ce volet de la coopération, tout comme des autres volets, ne peut être qu'une œuvre sélective avec l'ampleur des interventions et leur durée.

3.1. L'impact au niveau de la formation

La coopération universitaire belgo-burkinabè à travers le CIUF-CUD a participé à élargir considérablement l'offre de formation à l'Université de Ouagadougou, aujourd'hui scindée en deux universités que sont l'Université Joseph KI-ZERBO et l'Université Thomas SANKARA (Ex Ouaga II). Quand le CIUF mettait en œuvre sa coopération universitaire institutionnelle à partir de 1997, le Burkina Faso n'avait qu'une seule université publique qui était encore jeune, car elle n'avait que 23 ans d'existence. L'offre de formation était déjà diversifiée au premier cycle⁴⁶, mais très

⁴⁶ Notons que les filières pharmacie et droit ont été mises en place auparavant avec l'accompagnement de la coopération universitaire belge (Confer I.1)

réduite aux 2^e et 3^e cycles ; c'est surtout ces deux derniers cycles qui ont bénéficié des interventions des programmes d'appui institutionnel. Une grande partie des enseignants qui intervenaient à l'Université n'était pas encore habilité à encadrer des mémoires et surtout des thèses. La coopération belge a permis avec les nombreuses missions d'enseignement des enseignants belges de pallier cette insuffisance. Ces enseignants expérimentés ont également encadré leurs collègues burkinabè dans la formation d'étudiants et dans la réalisation de leurs thèses. Certains qui avaient déjà une thèse d'État ont bénéficié d'encadrement et d'accompagnement financier pour la réalisation d'une thèse de doctorat unique. Cela a permis leur promotion au CAMES et d'encadrer les DEA, DESS et thèses.

Des formations comme l'éducation des adultes « DEDA », la pédagogie universitaire, l'économie sociale, la formation pluridisciplinaire en sciences humaines, la formation en entrepreneuriat, en énergie solaire, etc. ont permis d'étoffer les offres de formation à l'université de Ouagadougou et renforcer son efficacité interne et externe.

Par exemple la formation en économie sociale et solidaire a permis de renforcer les ressources humaines de l'Université, de mettre en place un module de formation sur l'économie sociale et solidaire, un diplôme de maîtrise et un DESS⁴⁷. Cela a étoffé l'offre de formation et de diplomation à l'Université (Zett et Kaboré, 2018, p. 53). La formation en entrepreneuriat a été une nouveauté très importante pour l'université dans un contexte où le marché de l'emploi n'arrive plus à absorber les diplômés sortis des universités, et où l'on parle de plus en plus d'entrepreneuriat comme solution pour pallier le problème d'emploi. Elle permet à l'Université de renforcer son efficacité et d'être plus en phase avec les besoins du moment. Quant aux formations « DEDA » et pédagogie universitaire, elles viennent perfectionner les pratiques des professionnels de terrains et pédagogiques des enseignants-chercheurs qui ne bénéficiaient pas encore de formation pédagogique après leur recrutement à l'université. La formation des adultes a permis à de nombreux professionnels d'accéder à des formations qui répondaient à leur besoin. La pédagogie universitaire, de plus en plus intégrée aux systèmes d'enseignement supérieur (Sall, 2017, p. 87), a participé à mettre l'Université en phase avec les exigences nouvelles du métier d'enseignants-chercheurs et améliorer l'efficacité des enseignements et des évaluations au sein de l'institution.

3.2. L'impact au niveau de la recherche

Au niveau de la recherche, l'impact de cette coopération est énorme. L'appui à l'ouverture de 2^e et 3^e cycles dans presque tous les départements, les nombreuses spécialisations, la mise en place et l'équipement de nombreux laboratoires, d'équipes de recherche pluridisciplinaire, l'appui à la production et à la production d'articles

⁴⁷ Ces diplômes ont été transformés aujourd'hui en Master avec un volet professionnel.

ont eu des effets très positifs sur la dynamique de la recherche à l'Université de Ouagadougou.

Les 2^e et 3^e cycles et les nouvelles spécialisations ont permis la production de nombreux d'innombrables mémoires, de rapports et des thèses sur des thèmes très diversifiés. Par exemple, les deux premiers programmes ont permis à quatre enseignants de produire des thèses de 3^e cycle en physique dans des universités africaines (CIUF-CUD, juin 2004, p. 34) ; huit (08) thèses ont été réalisées durant le PII (2004-2007). En mathématiques 17 rapports de DEA ont produits en 2004 ainsi qu'une dizaine de thèses. En histoire et archéologie, trois enseignants ont pu réaliser des thèses de 3^e cycle et des étudiants ont produit plus d'une dizaine de rapports de DEA. En chimie, en sciences pharmaceutiques et en médecine, en SVT, ce sont des dizaines de DEA, de DESS et de thèses qui ont été également réalisés (Sondo, 2021, pp. 71-73). Les cinq axes de recherche initiés en 2008 en SH ont permis de produire 4 thèses sur les questions de la bonne gouvernance, l'intégration, le genre, les migrations (Sondo, 2021, p. 109). Au total, les trois programmes quinquennaux d'appui institutionnel ont permis la réalisation de centaines de mémoires, de rapports et des dizaines de thèses dans toutes les facultés de l'Université parmi lesquels nombreux ont bénéficié d'appuis financiers et matériels (B. Sondo, 2021, p. 104).

En outre les nombreuses spécialisations ont été accompagnées par la mise en place et l'équipement de nombreux laboratoires⁴⁸ qui ont permis de mener de la recherche de qualité sur des sujets de première importance comme l'énergie solaire, l'économie sociale, la recherche pluridisciplinaire, la pédagogie universitaire, les maladies émergentes, la production de gels biodégradables d'antibiotiques contre les ostéomyélites chroniques, la production de rats et de souris de laboratoire, la culture de cellules et de tissus, etc. Cela permet aux enseignants chercheurs de renforcer la qualité de l'enseignement, de produire des articles et ouvrages de qualité tout en facilitant leur promotion professionnelle notamment au sein du CAMES.

3.3. L'impact au niveau de la visibilité de l'Université de Ouagadougou

La visibilité de l'Université de Ouagadougou dans son environnement national et international est un aspect prioritaire de la coopération universitaire belgo-burkinabè à travers l'association de la société et des autorités du pays à certains projets, le développement de thèmes liés aux besoins immédiats de la population, les recrutements d'étudiants un peu partout dans la sous-région voire tout le public francophone du continent. L'on peut ajouter la constitution des nombreux réseaux

⁴⁸ A travers les archives et les rapports d'activités, nous avons pu dénombrer les laboratoires suivants : le DEDA, le labo « Pluri », le CERAM, le LEPSS, l'insectarium, l'animalerie, la plateforme de culture de cellules et de tissus, les laboratoires de pharmacie galénique, de chimie analytique, de physique et de mathématiques appliquées, d'enzymologie, de santé et reproduction animale, d'hématologie, de biochimie-immunologie, d'énergie solaire, d'histo-embryologie, etc.

scientifiques nationaux et internationaux, la publication d'articles dans des revues internationales, etc.

A l'UFR-SH, le projet pluri a favorisé une coopération avec l'ACE RECIT qui est une association de recherche sur la citoyenneté favorisant de nombreux échanges entre acteurs tout au long du programme. Deux (02) missions de coordination et d'instruction ont été respectivement effectuées au Mali et au Sénégal par le responsable du Labo PLURI dans le cadre de la programmation 2003 (CIUF-CUD, avril 2005, p. 52). Le projet DEDA qui a une visée sous-régionale ; de nombreux étudiants de plusieurs pays de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo) et d'enseignants béninois y ont été associés ou formés (CIUF-CUD, SD, CUI-programme annuel 2000, p. 2).

A l'UFR-SEG, le projet d'appui à la formation en économie sociale a facilité le renforcement des partenariats, notamment avec le RCPB (Réseau des caisses populaires du Burkina), le programme STEP du Bureau international du Travail (BIT), la Coopération Technique Belge (CTB), le projet d'économie sociale du PPOOK de la coopération belge, le ministère de l'économie et des finances, le ministère de l'emploi, l'Université de Kara (CIUF-CUD, avril 2005, p.57 ; Zett, 2017, p.9). Il a permis de mettre en réseaux les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le pays et dans la sous-région à travers notamment l'organisation de séminaires et de colloques internationaux (Zett et Kaboré, 2018, p. 52). La trentaine d'étudiants recrutés chaque année sont choisis dans toute la sous-région.

En Droit, le programme de DESS a connu la participation d'étudiants maliens, ivoiriens, centrafricains, et des professeurs de la sous-région y ont été associés pour assurer des cours. La Revue burkinabè de droit a permis des échanges de publications scientifiques et connaît un rayonnement continental (CIUF-CUD, SD, CUI-rapport d'activités 1999, p. 24).

Le DES en biologie clinique a impliqué de nombreux étudiants originaires d'autres pays comme le Niger, le Bénin, la Guinée, le Cameroun et les Comores (ARES-CCD, juillet 2014, p. 151)

Le projet de mathématiques appliquées a été érigé en pôle d'excellence en Afrique de l'Ouest et les résultats des recherches réalisées dans ce cadre sont beaucoup consultées par de nombreux organismes comme le centre national de lutte contre le paludisme, le centre météorologique de Ouagadougou, le Centre de coopération internationale en Recherche agronomique pour le Développement (CIRAD), des compagnies d'assurance et des banques, l'Institut national de la Statistique et de la Démographie, etc. Des étudiants d'autres universités partenaires y ont été associés (CIUF-CUD, SD, CUI-rapport 2004, p. 8).

En Pharmacie, le programme à l'université de Ouagadougou a permis de former de nombreux pharmaciens béninois tout en renforçant la coopération

entre l'Université de Ouagadougou et l'université nationale du Bénin. L'appui à la filière Pharmacie a participé aussi à la création d'un pôle d'excellence dans le domaine connu dans toute la sous-région (Sondo, 2021, p. 113).

L'appui aux filières de communication et journalisme a permis la création du Centre d'Expertise et de Recherche africain sur les Média et la communication (CERAM) et de l'IPERMIC connu aujourd'hui dans toute l'Afrique francophone. L'institut forme des étudiants et professionnels des médias en provenance d'horizons divers. Les résultats de recherches produites par l'institut sont consultés par des institutions publiques et privées (Sondo, 2021, p. 112).

Les interventions du CIUF-CUD à l'Université de Ouagadougou ont permis la mise en place de nombreuses formations et spécialisations qui ont permis d'élargir l'offre de formation et stimulé la recherche dans divers domaines. Cela a renforcé la visibilité de l'institution et sa mission de service à la société.

Conclusion

La coopération universitaire belgo-burkinabè entamée depuis la fin des années 1970 a acquis une nouvelle dimension à partir de 1997 avec les programmes d'« appui institutionnel » menés par la Commission universitaire pour le Développement (CUD) du Conseil interuniversitaire francophone (CIUF) qui était l'organisme de coopération universitaire des universités francophones de la Belgique jusqu'en 2013. La Commission de Coopération au Développement (CCD) et l'Académie de Recherche de l'Enseignement supérieur (ARES) qui ont remplacé respectivement la CUD et le CIUF depuis 2013 continuent la même mission tout l'élargissant aux grandes écoles, aux écoles d'art, etc. L'Université de Ouagadougou, actuelle université Joseph KI-ZERBO amputée de deux départements, est l'une des premières universités à bénéficier de ces programmes de coopération et est un partenaire historique de la Belgique dans le cadre de ce type de coopération.

Entre 1997 et 2012, les programmes de coopération ont permis la réalisation de nombreux projets à l'Université de Ouagadougou parmi lesquels nous avons la mise en place de nouveaux axes de formation et de recherche qui ont été l'objet de cette présente étude. Il en ressort que l'Université a bénéficié d'un accompagnement important du CIUF-CUD dans l'ouverture de nouvelles formations notamment aux 2^e et 3^e cycles d'études universitaires, la professionnalisation des formations, et l'initiation de nouvelles spécialisations en phase avec les besoins de l'institution et de développement du Burkina Faso. L'augmentation de l'offre de formation, du volume et de la qualité de la production scientifique de l'Université de Ouagadougou a renforcé [et continue de renforcer] ses missions d'enseignement, de recherche et de service à la société pour la rendre plus attractive dans son environnement national et international. Cette coopération qui s'aligne sur les priorités de l'Université répond au

besoin d'ouverture, de formation d'une ressource humaine et d'une relève académique de qualité, de reconnaissance de la qualité des formations et des diplômes, de la production scientifique, etc.; elle est une source financière complémentaire importante et a permis certaines prestations de service facturées à travers notamment les laboratoires.

Pour la Belgique et les universités francophones belges, il s'agit surtout d'une question d'assistance aux pays en développement, d'un besoin de reconnaissance et d'influence, de connaissance d'autres sociétés et environnements, etc.

Malgré les nombreuses difficultés que rencontre parfois cette coopération, surtout en termes de limitations de budgets, de non atteinte de certains objectifs, de désaccords entre certains acteurs, elle est à redynamiser au regard de sa longue histoire et des importantes retombées de part et d'autre. Sachant que l'enseignement supérieur et la recherche jouent « un rôle-clé dans le développement économique et social de toute nation » (BOLLAG, avril 2003, p.4), c'est tout le Burkina Faso qui bénéficie de cette coopération.

Sources et bibliographie

Sources

Sources orales

Nom et Prénom	Fonction/statut	Lieu de l'enquête	Date et heure de l'enquête
GUEL Boubié	Enseignant-chercheur à l'UJKZ/chimie-physique ; bénéficiaire de bourses et responsable de projets CIUF-CUD	Ouagadougou	6 septembre 2023, 11h25-12h32
ZONGO Bouraïma	Enseignant-chercheur à l'UJKZ/sociologie ; bénéficiaire de bourses CIUF et premier gestionnaire du labo « Pluri »	Ouagadougou	6 septembre 2023, 10h-11h17

Rapports d'activités du CIUF-CUD/UJKZ

-ARES-CCD (2014, juillet). *Rapport d'activités 2012 : coopération universitaire institutionnelle y inclus pôles de formation spécialisées, vol 1, 459 p.*

- CIUF-CUD (sd). *CUI-Rapport 2004 : rapport de synthèse de l'équipe de coordination, 11 p.*

- CIUF-CUD (sd). *CUI-rapport d'activités 1999*, p.24
- CIUF-CUD (sd). *CUI : programme annuel 2000 : rapport d'activités- état des recettes et dépenses*, pp. 10-11 et 42-55
- CIUF-CUD (sd). *CUI : programme annuel 2000 : rapport d'activités- état des recettes et dépenses*, pp. 10-11 et 42-55
- CIUF-CUD (2019, Adaptation II). *Coopération universitaire institutionnelle : programme global 1997-2002*, 14 p.
- CIUF-CUD (sd). *CUI-Rapport 2004 : rapport de synthèse de l'équipe de coordination*, 11 p.
- CIUF-CUD (sd). *Exécution du programme CUI « université de Ouagadougou (UO)» 1998*, 8 p.
- CIUF-CUD (sd). *CUI : Rapport annuel 2001 : section 2 : Université de Ouagadougou*, 7 p.
- CUD (sd). *CUI- rapport annuel 2000*, 5 p.
- CIUF-CUD (2004, juin). *CUI : programme annuel 2002 : rapport synthétique d'activités rapport financier*, pp. 32-39
- CIUF-CUD (2005, avril). *Rapport CUI 2003 : version définitive*, pp. 32-33 et 48-57
- CIUF-CUD (2007, mars). *Coopération universitaire institutionnelle : programme (général) 2007*, 205 p.
- CIUF-CUD (2010, août). *CUI : rapport d'activités 2008, vol 1*, pp. 92-102
- CIUF-CUD (2011, novembre). *CIUF-CUD, novembre 2011, CUI : rapport d'activités 2009, vol 1*, pp. 123-144
- CIUF-CUD (2013, octobre). *CUI : rapport d'activités 2011, vol 1*, 416 p.

Bibliographie

- Bollag, B. (2003, avril). «Amélioration de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne : Ce qui marche ! », In *Banque mondiale [Rapport de conférence régionale]*, Accra, Ghana, 22-25 septembre, 2003, 40 p.
- Kiendrébéogo, S. (2016). *Les relations belgo-burkinabè : des interventions constantes à la coopération directes 1993-2008*, thèse de doctorat unique en histoire [non publié], Université Joseph KI-ZERBO, 434 p.
- Kiendrébéogo, S. (2019). «La coopération universitaire belge et son impact sur le développement de la recherche au Burkina Faso », In BABA Gnon (dir.), *La recherche en Afrique : rétro-vision et vision pour l'émergence du continent*, Actes du 2eme colloque scientifique international de l'Université de Kara (Université de Kara du 11 au 15 septembre 2017), Paris, L'Harmattan, pp. 221-241
- Moens, F. (2006). « Intérêt personnel et contraintes structurelles de la formation en Afrique. Contribution au développement de leurs pays boursiers universitaire de troisième cycle ». In *Monde en développement n°134*, pp. 41-69

- Ouédraogo, S. E. (1995). *L'action des Organisations Non-Gouvernementales belges au Burkina Faso*, Mémoire de Licence spéciale en coopération au développement, F.S.S.P.E, ULB, 66 p.
- Sall, A. S. (2017). *Gouvernance universitaire : une expérience africaine*, Dakar, CODESRIA, 196 p.
- Sondo, B. (2021). *La coopération belgo-burkinabè : l'exemple des programmes d'appui institutionnel de l'ARES-CCD à l'Université Joseph KI-ZERBO*, [Mémoire de Master non publié], Histoire et Archéologie, UJKZ, 150 p.
- Zett, J.-B. (2017, 20-22 juillet). « Une coopération interuniversitaire Sud-Sud et Nord-Sud pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire : Cas de l'université Ouaga II–Burkina Faso » [communication], In *Sul-Sul Solidario e Desenvolvimento Local : Artigos dos Participantes : Praia, Cap Vert, 20-22 Julho 2017*, pp. 7-10
- Zett, J.-B. et Kaboré, T. J. O. (2018). « Former des cadres dans un contexte de pauvreté : étude d'une formation universitaire en économie sociale au Burkina Faso », In *Cairn.info 2018/2 n° 348*, pp. 47-60